

## Israël face au ‘Printemps arabe’

La montée de l’islamisme dans les pays arabes, qui a toujours dénoncé l’État juif, renforce en Israël l’idée de citadelle assiégée.

Alain Dieckhoff

**L**e *Printemps arabe* constitue pour Israël une révolution géopolitique qui est en train de modifier en profondeur sa situation au Moyen-Orient. Israël avait connu deux époques : celle du nationalisme arabe, jusqu’au début des années soixante-dix, où le pays était isolé et engagé dans des confrontations militaires à répétition avec ses voisins ; puis celle de la paix partielle où, malgré la persistance d’affrontements (au Liban et dans les Territoires palestiniens), le conflit israélo-arabe connaissait une certaine désescalade avec l’affirmation de régimes arabes « pragmatiques ». Les signes les plus patents de cette évolution ont été la conclusion de la paix avec l’Égypte d’Anouar Sadate (en 1979) puis, plus tard, les Accords d’Oslo avec l’Organisation de libération de la Palestine (1993) et la signature du traité de paix avec la Jordanie (1994). Cette phase est en train de s’achever : le succès considérable des partis islamistes, dans les urnes de tous les pays ayant connu des consultations électorales (Maroc, Tunisie, Égypte) change l’équation régionale et pas dans le bon sens, aux yeux des dirigeants israéliens.

### Relations avec l’Égypte

**D**ès la fin du mois de janvier 2011, alors que les manifestations avaient commencé place Tahrir, au Caire, le premier ministre Benjamin Nétanyahou exprimait la crainte que ne se mettent en place au Moyen-Orient des régimes islamistes qui constituent autant de menaces pour la paix et la stabilité régionale. L’évolution de la situation en Égypte a particulièrement préoccupé l’Israël qui, avec la disparition d’Hosni Moubarak, craignait que le traité de paix, qui a neutralisé stratégiquement le front sud depuis trois décennies, ne soit remis en cause. Si cette appréhension paraît aujourd’hui prématurée, il n’est pas douteux que la révolution en Égypte a, d’ores et déjà, modifié certaines choses. La première est une relative dégradation de la situation sécuritaire dans la

péninsule du Sinaï. Certes, le phénomène n’est pas nouveau : depuis 2004, des actions terroristes ont été commises au Sinaï par des Bédouins (ainsi que des membres de la minorité palestinienne), sur fond de discrimination gouvernementale à leur égard. Toutefois, la phase de transition dans laquelle s’est trouvée l’Égypte en 2011 a redonné une marge de latitude plus grande aux groupes d’activistes. Ainsi le pipe-line par lequel transite le gaz à destination d’Israël – qui couvre 40 % des besoins du pays – a été saboté à plusieurs reprises. À la mi-août, un groupe issu des Comités de la résistance populaire, implantés à Gaza, parvint, avec le soutien d’appuis locaux, à franchir la frontière égyptienne et à tuer huit Israéliens (au cours de la riposte israélienne, cinq soldats égyptiens furent tués, ce qui alimenta des manifestations anti-israéliennes au Caire qui devaient conduire à un assaut en règle contre l’ambassade d’Israël, le 9 septembre).

Second point : sous la houlette du Conseil suprême des Forces armées, l’Égypte a joué la carte du rapprochement avec toutes les factions palestiniennes, y compris Hamas. La réconciliation Hamas-Fatah à laquelle Omar Souleiman, chef des services secrets à l’époque de Moubarak, s’était attelé en vain depuis longtemps, devait ainsi être scellée le 4 mai, dans un contexte, il est vrai porteur : alors que le régime syrien, jusqu’alors fidèle soutien du Hamas, était contesté par une opposition dans laquelle les Frères musulmans jouent un rôle actif, le Hamas avait tout intérêt à jouer la carte de l’unité nationale palestinienne. Par ailleurs, la bande de Gaza dans laquelle le Hamas règne en maître depuis juin 2007 et que l’Égypte de Moubarak, de concert avec Israël, avait soumis à un blocus en règle vit, l’étai se desserrer avec l’ouverture permanente du point de passage de Rafah, au sud du territoire (limité toutefois au seul flux de personnes).

Enfin, de façon plus large, la « nouvelle Égypte » a manifesté sa volonté d’ouvrir une nouvelle page avec l’ennemi juré de l’État d’Israël, l’Iran. Elle a ainsi autorisé, pour la première fois depuis 1979, deux navires mi-

Alain Dieckhoff, directeur de recherche au CNRS ( Centre d’Études et de Recherches Internationales, Sciences Po Paris). Dernier ouvrage paru : *Le conflit israélo-arabe*, Armand Colin, 2011.



**Un soldat égyptien surveille le passage de Taba, à la frontière entre l'Égypte et Israël. Égypte, octobre 2011.**/MAHMUD

KHALED/AFP/GETTY IMAGES

litaires iraniens à emprunter le canal de Suez. Le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays n'est toutefois pas pour demain, l'Égypte devant tenir compte de ses bailleurs du Golfe, particulièrement inquiets, comme Israël, de la tentation nucléaire de la République islamique. Le difficile rapprochement Le Caire-Téhéran souligne qu'il existe des contraintes fortes pesant sur la politique étrangère égyptienne, qui limitent pour le moment les risques d'une dégradation sérieuse des relations entre Le Caire et Jérusalem. Tant que les militaires détiendront l'autorité ultime, une remise en question du traité de paix est peu probable, d'autant qu'il assure un flot annuel de deux milliards de dollars d'aide américaine dont l'Égypte a impérativement besoin. Mais si l'Égypte évolue progressivement vers le modèle turc, avec un mouvement islamiste bien implanté qui réduit progressivement le pouvoir des militaires, la paix avec l'Égypte, déjà qualifiée comme froide sous l'ère Moubarak, pourrait bien devenir carrément glacée.

Le repositionnement régional de l'Égypte post-Moubarak, même s'il est encore inachevé, ne saurait être déconnecté de la détérioration des relations avec la Turquie. Amorcée après la guerre à Gaza (décembre

2008-janvier 2009), aggravée après l'assaut israélien contre un bateau turc du « convoi humanitaire » en route vers Gaza, la dégradation s'est approfondie en septembre 2011 après la publication des conclusions de la commission d'enquête sur la flotille de Gaza adressées au secrétaire général de l'ONU. Le rapport affirme, en effet, que si Israël a eu recours à une force excessive, le blocus naval autour de Gaza était légal du point de vue du droit International et que les organisations non-gouvernementales ont agi imprudemment en cherchant à le briser. Il n'en fallait pas plus pour qu'Ankara annonce la suspension des accords de coopération militaire avec Israël, ainsi que la réduction des relations diplomatiques entre les deux pays. La Turquie et l'Égypte étaient deux solides piliers de la politique régionale d'Israël depuis une vingtaine d'années : ils ne le sont plus désormais et cela accroît, à l'évidence, l'isolement d'Israël dans la région.

Quelle conclusion les responsables israéliens ont-ils tiré de ces changements géopolitiques ? Qu'ils étaient plutôt négatifs pour Israël – en particulier avec la montée de l'islamisme – et qu'ils justifiaient de rester sur leurs gardes et de ne pas faire la moindre

concession significative sur le dossier palestinien. Bien entendu, à bien des égards, les transformations régionales en cours servent d'excuses toutes faites pour justifier une politique intransigeante, rejetant le compromis qui existait déjà antérieurement. Mais le gouvernement Nétanyahou n'ignore pas que la fermeté diplomatique trouve un appui non négligeable dans une opinion publique elle-même inquiète de cet incertain *Printemps arabe*. Les résultats des différents sondages menés au cours de l'année écoulée le confirment clairement. En février 2011, 47 % des Juifs israéliens considéraient que la révolution en Égypte aurait des effets négatifs sur le traité de paix liant les deux pays. En mars, ils étaient 70 % à considérer que dans la situation d'incertitude régionale, il était préférable qu'Israël se garde de toute initiative diplomatique et demeure passif. En novembre, une majorité des deux-tiers (68,5 %) estimait que la sécurité nationale d'Israël s'était détériorée depuis le déclenchement du *Printemps arabe*. (Les résultats de ces sondages mensuels sont tirés du Peace Index publié par le Israel Democracy Institute : <http://www.peaceindex.org>)

## Les États Unis et Israël

**D**ans cet environnement régional volatile, Israël a renforcé ses capacités de défense, en particulier avec la mise en place du système anti-missiles Dôme de fer permettant d'intercepter les roquettes (de cinq à 70 kilomètres de portée) du type de celles tirées par le Hamas. Ce dispositif de défense a montré son efficacité lors d'un brusque regain de tension, fin mars 2011, à la frontière avec la bande de Gaza. Cette protection contre les menaces proches est complétée par deux autres dispositifs. D'une part, le programme Arrow 3 de missile anti-missile, engagé depuis 2010, vise à contrer la menace balistique iranienne. Il est passé à la phase expérimentale au cours de l'année 2011. D'autre part, le programme Baguette magique, destiné à mettre en place un système anti-missiles contre les missiles de courte à moyenne portée (50 à 200 kilomètres), comme ceux détenus par le Hezbollah, a connu des développements significatifs. Israël est donc en train de se doter d'un triple bouclier protecteur contre toute la gamme de projectiles dont ses adversaires disposent. Tous ces différents programmes sont menés en coopération étroite avec les États-Unis qui les financent pour une part importante. À noter par ailleurs que des manœuvres militaires communes israélo-américaines, à grande échelle, sont prévues au printemps 2012, tant au niveau des forces terrestres qu'au niveau des missiles. La relation stratégique entre Israël et les USA n'a donc nullement été affectée par les fortes tensions politiques entre Barack Obama et Nétanyahou autour de la question de la colonisation en

Cisjordanie et à Jérusalem-Est que le premier aurait souhaité voir cesser totalement (seul un moratoire partiel a été mis en œuvre entre novembre 2009 et septembre 2010).

D'ailleurs, les relations politiques entre les deux gouvernements se sont améliorées au cours de l'année 2011, les USA devenant, non seulement moins critiques envers Israël, mais lui assurant même une protection diplomatique à l'ONU, à deux reprises. D'une part, en opposant leur veto à une résolution du Conseil de sécurité exigeant le gel de toute construction dans les territoires palestiniens (février) ; d'autre part, en déployant tous leurs efforts au sein de ce même Conseil de sécurité pour que les Palestiniens échouent à obtenir la majorité requise pour que l'État de Palestine soit admis à l'ONU, comme membre de plein droit (octobre-novembre).

Cette amélioration des relations mutuelles est en partie liée à la perspective des prochaines élections américaines : Obama n'ignore pas que les électeurs juifs votent très majoritairement démocrate et qu'une partie d'entre eux ont trouvé qu'il manquait singulièrement d'empathie envers Israël. « Relâcher » la pression sur Israël peut donc se révéler électoralement bénéfique. Toutefois, au-delà de ces considérations de politique intérieure, l'infléchissement américain est aussi lié à l'évolution de la situation régionale : face à un Iran qui poursuit sans répit son programme nucléaire, face à une Turquie qui mène une politique étrangère indépendante, face à un monde arabe parcouru par des bouleversements imprévus, Israël apparaît stratégiquement comme un pôle de stabilité qu'il convient de préserver.

Au total, le *Printemps arabe* a donc été une bénédiction toute relative pour Israël, avec en particulier l'entrée en force des islamistes au Parlement égyptien. L'évolution de la situation en Syrie nourrit d'autres inquiétudes car, bien que la dynastie Al Assad ait soutenu les groupes palestiniens les plus radicaux, elle a toujours scrupuleusement évité de franchir certaines lignes rouges avec Israël. Qu'en sera-t-il demain si Bachar al Assad est chassé du pouvoir ? Aussi bien le chaos que l'arrivée des islamistes sont des perspectives peu rassurantes. Quant à la Jordanie, si le roi Abdallah II est parvenu pour le moment à endiguer l'agitation, le royaume demeure structurellement fragile.

Dans le fond, le *Printemps arabe* est un révélateur de la position ambivalente des responsables israéliens : malgré une rhétorique de façade sur la nécessaire démocratisation des pays arabes, ils s'accommodaient fort bien des régimes autoritaires qui garantissaient une certaine stabilité régionale. Maintenant les peuples arabes sont en marche et leur voix la plus forte est celle de l'islamisme qui a toujours dénoncé, voire délégitimé, l'État juif, avec comme conséquence presque inéluctable, le renforcement en Israël du réflexe de citadelle assiégée. ■